

# Vaccination : créneaux réservés pour les plus de 55 ans exposés, insuffisant pour les enseignants

Sarah Saltiel-Ragot

2-3 minutes

---

Policiers, gendarmes, surveillants pénitentiaires, personnels de la petite enfance et enseignants, ces professions disposent de **créneaux spécifiques dans les centres de vaccination**. Dans la Manche, ces créneaux sont au centre de vaccination de Saint Lô, salle Salvador Allende. La mesure ne concerne cependant **que les plus de 55 ans. Largement insuffisant pour les syndicats enseignants** qui demandent une vaccination générale de leurs personnels depuis plusieurs mois.

## Un effet d'annonce pour les syndicats enseignants

"On est loin de la vaccination de masse," déplore Pascal Roger, secrétaire départemental du syndicat du 2nd degré SNES-FSU 50, "on a eu des promesses au mois de mars, puis cela a été reculé à avril, puis en juin. On ne sait plus." Même discours pour les écoles primaires : "On a l'impression que c'est au coup par coup, qu'on retarde l'échéance sans anticiper," renchérit Dominique Poudret, co-délégué départemental du FSU-SNUI PP 50. L'annonce faite par le Premier ministre, Jean Castex, ne convainc pas les enseignants puisque "**les plus de 55 ans,**" explique Pascal Roger, "pour les personnels de l'Éducation Nationale, **c'est entre 10 et 15% de l'ensemble (des personnels).**" Une mesure qui pour ces deux syndicats ne suffit pas.

## Des enseignants qui demandent des mesures supplémentaires

Au-delà de la question de la vaccination, **ces deux syndicats dénoncent une absence de préparation et de moyens.** "On nous

*avait annoncé des tests massifs après les vacances de février," se souvient Dominique Poudret, "on se rend compte que ce n'est pas si massif que ça."* Le gouvernement a annoncé une **vaste campagne de dépistage** dès la réouverture le 26 avril pour le primaire et le 3 mai dans le secondaire grâce à la commercialisation des autotests.

**Autres propositions** des syndicats pour faire face à la crise : des **renforts d'enseignants remplaçants** ou encore des **détecteurs de CO2** pour savoir quand aérer une pièce. Des demandes auxquelles le ministère n'a pas accédé pour le moment.